



Annales historiques de la Révolution française

336 | avril-juin 2004
L'Espagne et Napoléon

Joseph I^{er} et les *afrancesados*

Xavier Abeberry Magescas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1721>

DOI : 10.4000/ahrf.1721

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 169-184

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Xavier Abeberry Magescas, « Joseph I^{er} et les *afrancesados* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 336 | avril-juin 2004, mis en ligne le 15 juillet 2007, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1721> ; DOI : 10.4000/ahrf.1721

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Tous droits réservés

Joseph I^{er} et les afrancesados

Xavier Abeberry Magescas

- 1 C'est en suivant la voie ouverte, dès 1948, par Miguel Artola dans sa thèse d'histoire des idées politiques espagnoles¹ que nous décrivons ici l'histoire inédite des options politiques qui divisèrent les *afrancesados* au cours du règne de Joseph Bonaparte en Espagne. Se basant sur les archives madrilènes et parisiennes, les Mémoires et les correspondances, M. Artola signala que certains des ministres de Joseph voulurent être plus que les simples collaborateurs d'un roi intrus, mais ses intercesseurs auprès de la nation. Il souligna avec clarté que, à Bayonne, aux mois de juin et de juillet 1808, les Espagnols qui acceptèrent un Bonaparte comme roi le firent d'abord pour la conservation de la monarchie dans leur patrie et ce en raison du phénoménal soulèvement des provinces qui n'étaient pas sous contrôle des armées françaises. Cette réappropriation inattendue de la souveraineté populaire fut qualifiée par eux d'hydre de l'anarchie ou de système républicain à cause de l'acéphalie des *juntas* qui se multipliaient depuis l'annonce du piège dans lequel Napoléon avait fait tomber Ferdinand VII (1784-1833)². Le désir des *afrancesados* d'entreprendre un programme de réformes était grand et la constitution de Bayonne leur parut alors comme un point de départ leur permettant de présider à la régénération de l'Espagne sous l'égide d'un souverain qualifié d'« autre moi-même » par l'empereur. Mais après les entrées de Joseph en Espagne et à Madrid, les 9 et 20 juillet, les défections se multiplièrent et les hommes demeurés fidèles à leur serment bayonnais ou madrilène au roi Joseph furent bien peu nombreux après Bailén : 5 des 7 ministres, 7 des 13 conseillers d'État, 9 des 91 députés à Bayonne, 3 membres des conseils monarchiques, un grand d'Espagne, une vingtaine de militaires...
- 2 Travaillant en grande partie sur les mêmes sources, mais aussi avec les archives de Simancas et les archives privées de Joseph Bonaparte³, il nous est apparu que la base documentaire qui a servi à M. Artola à analyser le rôle postérieur des sujets espagnols au service direct de Joseph Bonaparte est restée tributaire des moments initiaux du règne et s'est limitée à la ligne politique des cinq ministres - Azanza, Urquijo, Mazarredo, Cabarrus et O'Farrill - qui avaient suivi le roi hors de Madrid après l'effacement consécutif à l'annonce de la capitulation de Dupont à Bailén. De fait, l'auteur n'avait exploité que deux

documents. D'une part, le rapport de Cabarrus regardant le ministère des finances, la dette publique et les ressources fiscales que Joseph avait ordonné quand le premier besoin gouvernemental était de commencer la remise en ordre de l'administration et des finances et qui lui fut soumis à Madrid, le 28 juillet 1808⁴. D'autre part, le court rapport de quatre pages remis à Buitrago, le 2 août 1808⁵, où cinq ministres conseillaient à un roi en fuite, qui cherchait à avoir une idée bien nette des conséquences de la situation dans laquelle il se trouvait désormais, quatre semaines après avoir promulgué la constitution de Bayonne, d'avoir à choisir entre « *renoncer, conquérir ou négocier* ». Pourtant, les ministres n'envisageaient que la solution de la négociation avec les insurgés. En effet, ils savaient que jamais Napoléon n'accepterait la renonciation de Joseph et ils se refusaient à songer à la conquête de leur propre pays par l'armée impériale, affirmant au roi l'impossibilité d'une conquête rapide en raison de l'unanimité du soulèvement populaire. Ils étaient donc persuadés que négocier était possible, car les chefs du camp insurgé avaient en commun avec eux les mêmes valeurs patriotiques et les mêmes sentiments nationaux. Afin d'obtenir la confiance des chefs de l'insurrection et pour que ceux-ci pussent obtenir à leur tour celle des populations soulevées, les ministres estimaient indispensable de leur proposer les points suivants :

- 3 - 1) la paix séparée avec l'Angleterre pour conserver les Indes;
- 4 - 2) le paiement des dépenses de l'armée française par Napoléon;
- 5 - 3) l'annexion du Portugal;
- 6 - 4) le retour au trésor espagnol des produits de la concussion de Godoy. Établissant, avec l'aval de Napoléon et de l'Angleterre, la discussion avec les insurgés sur cette base, les ministres se flattaient de retourner l'opinion publique du pays.
- 7 M. Artola s'est donc attaché à l'influence décisive sur l'orientation initiale des affaires d'un quatuor de ministres. Il s'agit du ministre des finances François Cabarrus (1752-1810); du président de la junte espagnole de Bayonne puis ministre des Indes et, avant tout, des affaires ecclésiastiques Miguel Joseph Azanza (1752-1826); de l'incontournable ministre de la guerre, le général Gonzalo O'Farrill (1753-1837), qui allait entrer dans l'intimité du roi; enfin, mais dans une moindre mesure, du vieil amiral et ministre de la marine, Josef Mazarredo (1744-1814). En raison de la prééminence de leur travail particulier avec le roi, ces hommes tentèrent - et ils rejoignaient en cela nombre de Français au service du roi depuis Naples - d'engager Joseph dans un système politique d'indépendance et d'intégrité de l'Espagne vis-à-vis du système fédératif impérial. Pourtant, envoyés en mission auprès de l'empereur dès le 3 août, d'une part, pour plaider en faveur des motifs qui avaient décidé de l'évacuation de Madrid et, d'autre part, pour solliciter sa générosité et obtenir, sur la base du rapport du 2 août, les moyens qui conduisaient à entamer des négociations de paix, Azanza et Urquijo n'apprirent pas « grand'chose » à Napoléon sur les affaires d'Espagne⁶ et n'obtinrent pas son aval pour négocier avec le camp patriotique⁷. Joseph en laissa le loisir aux *afrancesados*, mais ils n'eurent jamais d'accusé de réception de leurs « parents et amis insurgés » à leurs lettres. Mais pouvait-il en être autrement ? Dans Madrid libéré, le conseil de Castille avait proclamé Ferdinand VII roi légitime d'Espagne et avait déclaré nulles et non avenues les renonciations de Charles IV et des Infants ainsi que la constitution de Bayonne, les cessions de droits entre Napoléon et Joseph et chaque acte de gouvernement pris depuis mars. Dans tous les documents, Joseph était visé comme le roi intrus, *El Rey Intruso*. Enfin, 32 délégués des *juntas provinciales* allaient constituer, à Aranjuez, le 25 septembre, la *Junta*

Central Suprema y Gubernativa autour du prestigieux Floridablanca, une junte qui exerça un contrôle croissant sur la situation politique et militaire du camp patriotique.

- 8 Les contacts entre les deux camps ou, plus exactement, la volonté constante du camp josphin de maintenir la communication avec le camp insurgé, ont été longuement étudiés par M. Artola, mais sans toutefois relever le fait que ce parti permanent de rester en contact avec « l'ennemi » qui symbolisait le premier système d'indépendance et de neutralité vis-à-vis de la France adopté par le gouvernement espagnol dut être longtemps, voire tout le temps, combattu par Laforest (1756-1846) pendant son ambassade auprès de Joseph. Illustré à cette première occasion par la volonté de signer une paix séparée avec l'Angleterre, ce système de gouvernement de l'Espagne voulu par la majorité des ministres josphins inscrivait la royauté espagnole dans une logique d'indépendance vis-à-vis de la France totalement incompatible avec le système dit fédératif ou de famille qui prévalait dans l'empire de Napoléon. Le motif le plus puissant expliquant cet impératif de neutralité consistait dans l'impossibilité pour eux d'imaginer la conquête de l'Espagne dans le sang. Quant à la quête d'une souveraineté étatique à part entière à laquelle ils aspiraient, ce n'était pas une nouveauté pour ces hommes, mais ils prétendaient que cette quête était antérieure à la dynastie des Bourbons et au système de famille instauré par eux⁸. Mais Napoléon et son ministre en Espagne tenaient évidemment au maintien de liens étroits entre les deux pays formalisés par la « *lique offensive et défensive à perpétuité, tant sur terre que sur mer* » inscrite à l'article 124 de la constitution de Bayonne.
- 9 Aussi, pour mieux saisir l'histoire politique de ce règne éphémère et complexe, nous pensons qu'il faut bien distinguer au sein du ministère josphin ceux qui se comportèrent face au roi en ministres d'Espagne de ceux qui tentèrent d'être les ministres du roi d'Espagne et de lui recommander une alliance étroite avec la France pour rester dans les vues de Napoléon. Parmi ces ministres conscients du fait que l'indépendance et l'intégrité de l'Espagne dépendaient avant tout de la satisfaction des exigences de l'empereur, seul le très décidé ministre secrétaire d'État Mariano Luis Urquijo (1768-1817), ministre de la première heure après avoir été secrétaire de la junte espagnole à Bayonne, fit partie du premier cercle espagnol autour du roi et eut un rôle clef dans le gouvernement josphin. Quant aux hommes entrés dans le ministère en raison des défections survenues lors de l'évacuation de Madrid fin juillet 1808 - le comte de Campo Alange (1736-1818) aux affaires étrangères, l'ancien membre du conseil des finances député par ce corps à la junte de Bayonne et nouveau conseiller d'État Manuel Romero (1739-1812) à la justice et à l'intérieur (ou en raison d'une promotion) l'ancien procureur de la *Sala de Alcaldes de Casa y Corte*, qui avait été député par ce corps à la junte de Bayonne, et nouveau conseiller d'État Pablo Arribas (1770-?) passé de la charge de surintendant général de police de Madrid au ministère de la police générale -, ils furent loin d'avoir l'influence de leurs collègues auprès du roi. Le marquis d'Almenara, José Martínez de Hervas (1760-1830)⁹, qui passa, le 21 décembre 1809, de la présidence de la section des finances du conseil d'État au ministère de l'intérieur, aurait pu appartenir au premier cercle si son envoi en mission à Paris, le 6 août 1810, ne lui avait coûté la place de ministre des finances par intérim reçue après le décès à Séville de Cabarrus, le 27 avril 1810. Cette place, qui offrait un possible ascendant égal à celui du ministre de la guerre sur le cours des décisions gouvernementales, son successeur, le conseiller d'État Francisco Angulo (?-1826), ne put l'occuper avec la même hauteur de vue et sans avoir la même influence sur Joseph.

- 10 Tandis que les rapports de Madrid et de Buitrago n'étaient connus que des seuls Espagnols de l'entourage du roi jusqu'à ce que l'ambassadeur de Napoléon fût mis dans la confiance par Cabarrus, Laforest trouva en Pablo Arribas un allié dont il avait déjà maintes fois loué la personne auprès de son ministre. En effet, à contre-courant du parti idéologique de l'indépendance de l'Espagne à l'égard de la France impériale, Arribas remit un rapport¹⁰ où il rappelait au roi lui avoir souvent répété qu'il ne croyait pas à la négociation avec les insurgés et où il démontrait à Joseph que cela était encore moins pensable dans la tourmente révolutionnaire et victorieuse qui soufflait alors sur les Espagnes. Passant en revue tous les arguments qui permettaient aux cinq ministres de croire à une pacification du royaume grâce à une négociation avec les insurgés, il remarquait la faiblesse des moyens mis en œuvre et des propositions faites aux insurgés. En outre, il démontrait combien improbable était l'ébauche d'une négociation. En effet, le jeune roi Ferdinand était déjà surnommé « le désiré », *el Deseado*, et les insurgés, les chefs comme la « populace », ne pouvaient vouloir une telle pacification qui, quelles qu'en fussent les conditions, commençait par la reconnaissance de la substitution dynastique. Par ailleurs, il affirmait que l'antagonisme des intérêts respectifs de Napoléon et de l'Angleterre empêchait toute paix séparée avec l'Espagne. Arribas opinait en fait pour l'emploi de la force et pour l'occupation massive et rapide de l'Espagne par des troupes. Autrement dit, il croyait à la conquête comme seule voie possible de pacification.
- 11 La position de ministre de Napoléon en Espagne éloigna Laforest des confidences de Joseph. Et ce n'est qu'à partir de 1811 que ce dernier trouva en l'ambassadeur autre chose qu'un canal pour communiquer avec Paris, ce qui était d'ailleurs le rôle dévolu à Julie Bonaparte (1771-1845), la « reine d'Espagne » qui continua à demeurer en France. La première certitude qu'eut Laforest sur le système de gouvernement qui allait être adopté par les Espagnols entrés dans le ministère, c'était leur volonté d'écarter les Français de l'administration du pays, entendant empêcher ainsi que le pays fût administré par imitation de ce qui se faisait en France. Laforest eut immédiatement de nombreux confidents même parmi les ministres qui s'opposaient au système d'alliance étroite avec la France qu'il préconisait, mais aussi parmi les conseillers d'État dont il avait gagné la confiance et avec qui il se disait être dans les meilleurs termes. Il fut à la fois le témoin privilégié de l'activité gouvernementale et un fin analyste de chacune des dispositions prises par le roi. Grâce à son activité inlassable, quand les tenants et aboutissants des conseils privés et des conseils d'État ou des dispositions des décrets royaux échappaient à son entendement, il se faisait fort de saisir « l'esprit des discussions et les motifs secrets des décisions »¹¹. Mais il faut noter aussi que Laforest fut plus qu'un témoin, il était le protagoniste de l'influence française à Madrid. En effet, bien qu'étranger à la marche du gouvernement, tout au moins ostensiblement, il ne négligea jamais de propager avec constance les idées napoléoniennes et de lutter contre « l'inertie des faux biais », c'est-à-dire contre l'inexécution ou la mauvaise exécution des déterminations du roi qui ne correspondaient pas au système que s'étaient fait quelques ministres réticents à voir se reproduire, un siècle après l'avènement de Philippe V, la francisation des postes de commandement de l'administration. Alors, il parlait aux ministres du roi en « ambassadeur de famille qui aiguillonne »¹² et leur rappelait que, en aucun cas, il n'était envisageable pour le camp français de « caresser » l'insurrection comme eux l'avaient tant voulu en 1808 et 1809.
- 12 Le 29 août 1808, comme Cabarrus le lui avait promis trois jours auparavant, Laforest assista enfin à la lecture du rapport de Buitrago, mais aussi à celle du rapport du 28 juillet

du ministre des finances sur les relations financières entre la France et l'Espagne depuis la Révolution et l'avènement de la République¹³. Laforest sonda les ministres pour entrevoir quelles étaient leurs vues sur la situation de leur pays. Il craignit une certaine collusion entre eux et les insurgés, puisque, les uns comme les autres, ils ne voulaient pas que leur patrie fût mise sous la coupe du système fédératif de l'empire français. Confronté à leur refus de la conquête impériale et à l'importance qu'ils accordaient aux négociations, Laforest déclara même que les ministres en étaient venus à appeler de leurs vœux, voire à contribuer secrètement, à « la formation d'une autorité nationale » composée par les conseils de la monarchie hispanique et les chefs militaires de l'insurrection¹⁴. Aux yeux de l'ambassadeur, puisque les partisans de Joseph continuaient à se comporter comme des ministres d'Espagne et non comme des ministres du roi, seul le choix du monarque les différenciait des partisans les plus « éclairés » de Ferdinand VII. La mise politique faite par la France sur les *afrancesados* diminua alors rapidement. Ils ne se rendirent pas compte qu'ils desservait la cause de Joseph aux yeux de Napoléon en passant, tout autant que leurs compatriotes insurgés, pour des opposants au système fédératif napoléonien. Partagée par la majorité de l'entourage espagnol josphin, cette erreur d'appréciation est assez compréhensible, d'autant plus que les termes mêmes de la première des conditions de la cession par Charles IV de ses droits à Napoléon - « *L'intégrité du royaume sera maintenue; le prince que Sa Majesté l'empereur Napoléon jugera convenable de placer sur le trône d'Espagne sera indépendant, et les limites de l'Espagne ne souffriront aucune altération.* »¹⁵ - avaient été maintes fois répétés par l'empereur comme la garantie offerte en son nom à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Espagne. Au dire de Laforest, cette erreur se répandit même à l'entourage français et napolitain du roi Joseph.

13 Il apparaît ainsi que les ministres *afrancesados* n'étaient pas aussi proches de la France impériale que leur appellation et son devenir historique ont pu le faire croire. Certes, Laforest combattit pied à pied leur système d'indépendance des intérêts de l'Espagne à l'égard de ceux de la France et ce système finit par perdre de sa consistance au cours de l'année 1810 à cause du démembrement des provinces de l'Èbre et du fait de la mort de Cabarrus. Mais, fin 1808, le parti français que Napoléon et Laforest souhaitaient voir se constituer autour de Joseph n'existait toujours pas et la conquête qui se préparait n'avait plus rien à voir avec cette substitution dynastique pour laquelle, lors des mois de mai à juillet, à Bayonne, les *afrancesados* s'étaient compromis en raison de leur préférence idéologique pour la conservation de la monarchie face au risque d'anarchie. Malgré leur volonté permanente de solliciter l'ouverture de négociations avec le camp adverse, le refus de leurs compatriotes d'accepter comme souverain ce Joseph Napoléon fit d'eux les *afrancesados*, ceux qui avaient fait allégeance à un Français. Seules quelques personnalités isolées comme Arribas ou Urquijo¹⁶ et, plus tard, le marquis d'Almenara comprirent qu'il fallait avant tout ne pas conforter un système de positions irréductibles et antagonistes avec l'intégration du royaume espagnol dans le système de l'empereur. La conquête allait rénover les droits que Napoléon tenait, pour son « compte personnel », sur la couronne des Bourbons espagnols. Réclamant la disjonction des intérêts de l'Espagne et de la France, les *afrancesados* ne semblaient pas ou ne voulaient pas se rendre compte qu'ils n'étaient pas en position de négocier quoique ce fût avec l'empereur parce que, pour Napoléon, il s'agissait de « la France avant tout »¹⁷.

14 Il en allait ainsi quand l'empereur revint à Paris de la conférence d'Erfurt et que les ministres Azanza et Urquijo rédigeaient encore une note à son intention où ils réclamaient justice à la France des dépenses occasionnées par la subsistance des armées

impériales dans leur pays, ne fût-ce que par le biais de la délivrance du complément de l'emprunt de 25 millions de francs qui avait été conclu entre les deux Bonaparte, le 5 juillet précédent, et dont seuls 6 millions avait été remis par la banque de France au Trésor espagnol¹⁸. Il en était ainsi quand, après lui avoir remis cette note au cours d'une audience, le 20 octobre 1808, ils reçurent, sans connaître le résultat de leur démarche, la permission de l'empereur de retrouver leur roi dans leur pays¹⁹. Il en allait également ainsi, quand Napoléon approchait de Vitoria, alors que Cabarrus s'acharnait à prôner la paix séparée de l'Espagne avec l'Angleterre et à écrire un mémoire à ce sujet dont il demanda la remise à Napoléon par Joseph. Or, la paix n'était pas possible, surtout avec l'Angleterre, et seule l'épreuve de force dans la péninsule Ibérique pouvait conduire à sa pacification. Arrivant à Vitoria, le 6 novembre, l'empereur prit un ordre où il se chargeait du haut commandement de l'armée. Cette mesure signifiait que la couronne espagnole était à nouveau disponible entre ses mains. Le 7, Napoléon assista à l'audience donnée par Joseph et il y prévint l'assistance :

« Dans deux mois, l'Espagne sera ma conquête, et j'aurai sur elle tous les droits que la conquête donne au vainqueur. Les traités, les constitutions, tous ces actes qu'un consentement réciproque avait sanctionnés n'existent plus; je ne serai plus tenu à les exécuter, et, si j'en respecte encore quelques uns, vous le devrez à ma seule générosité. Mais, comme je ne pourrais plus me fier à la nation, je prendrai mes sûretés, et, si je l'assujettis à un gouvernement militaire, c'est elle qui m'y aura forcé »²⁰.

- 15 Il s'agit de toute évidence des lignes de force et de rupture qui guidèrent la politique de Napoléon à l'égard des affaires d'Espagne dans les années qui suivirent. Ce qui importait à l'empereur, et selon Laforest, les propos étaient destinés à O'Farrill, Mazarredo et Cabarrus, c'était « l'indispensable nécessité d'un système politique commun entre la France et l'Espagne »²¹. Lorsque les deux Bonaparte séjournèrent à Burgos au cours du mois de novembre, ils eurent un conflit touchant à la nature de ce système politique commun. Après deux conversations très orageuses, Joseph se soumit aux volontés de Napoléon et ne fit aucun acte officiel d'abdication. Quand Napoléon menaça les *afrancesados* de dominer leur pays par le biais de gouvernements militaires, pour bien se faire comprendre il leur parla de vice-royautés, le concept clef du système de gouvernement de l'empire espagnol. Toutefois, venu pour conquérir Madrid et pour battre les Anglais, s'il prit bien la ville, le 4 décembre, la conquête de l'Espagne se réduisit à la vaine poursuite des Anglais jusqu'en Galice. Napoléon vint alors s'installer à Valladolid, le 6 janvier 1809, sans avoir encore tranché la question de la nature du gouvernement de l'Espagne après son départ. Il arguait de droits de conquête, mais la conquête restait encore à faire. Il interdisait à Joseph de renoncer à la couronne, mais il ne lui permettait que d'être son vice-roi d'Espagne. Parti préparer la campagne suivante, en Allemagne et en Autriche, l'empereur pensait revenir achever la conquête²². Si le roi d'Espagne entra de nouveau dans sa capitale, le 22 janvier 1809, ce fut surtout par défaut de nouvelle convention entre les Bonaparte et Joseph fut de nouveau aux prises avec ses démons de royauté indépendante. La logique des événements de l'année 1809 et l'erreur commise par Joseph, entraîné par Soult, d'entreprendre en janvier 1810 la conquête de l'Andalousie sans avoir de certitude sur la venue ou non de Napoléon en Espagne incitèrent l'empereur à réaliser ce dont il avait menacé les partisans de Joseph au mois de novembre 1808 : un démembrement des provinces au Nord de l'Èbre et même jusqu'au Duero.

- 16 C'est la conjonction des décrets du 8 février et du 29 mai 1810 et de l'ambition du maréchal Soult (1769-1851) pourvu du commandement militaire de l'armée au Midi de l'Espagne qui sonna le glas de la fiction du souverain espagnol *José Napoleón Ier*. Joseph vit son gouvernement effectif se réduire à la capitale des Espagnes et son autorité militaire à celle de cet unique corps d'armée qui, bientôt dénommé l'armée du Centre de l'Espagne, s'insérait dans un ensemble composé des armées du Portugal, du Midi de l'Espagne, du Nord de l'Espagne, d'Aragon et de Catalogne. Au-delà des aspects militaires, et chacun sait que les affaires d'Espagne sont considérées comme le début de la fin de l'empire, le système des quatre gouvernements militaires en Espagne - Catalogne, Aragon, Navarre, Biscayes - puis six - Burgos; Valladolid, Palencia et Toro - et bientôt sept - Salamanque - voire huit - Andalousie et Estrémadure - sanctionna l'impossibilité d'une fédération d'États souverains car Napoléon ne joua que de la seule dimension intégrationniste sans se soucier d'une souveraineté autre que la sienne. Louis Bonaparte en fut puni en juillet 1810 et Jérôme Bonaparte fut sévèrement rappelé à l'ordre cette même année alors que Rome, les pays sur la rive gauche du Rhin, la Hollande, le Valais ainsi que les villes hanséatiques étaient annexés à l'empire. Il ne restait plus qu'un pas à franchir jusqu'à l'annexion des pays au nord de l'Èbre, mais Napoléon ne le franchit pas. Quoiqu'il eût à plusieurs reprises des velléités d'annexion²³, l'empereur des Français opta pour la militarisation de ces pays qui, hormis la Catalogne, et seulement le 25 janvier 1812, et sans qu'il y ait annexion formelle à l'empire²⁴, n'eurent pas vocation à devenir des départements français avec une administration civile. Il s'agit peut-être là, grâce à son opposition constante au démembrement de son royaume et à la mise en jeu de sa renonciation au motif des grandes déclarations d'intention de son frère sur l'indépendance et l'intégrité de l'Espagne²⁵, d'un des rares résultats "positifs" de l'action dirigeante de Joseph vis-à-vis de ses sujets espagnols.
- 17 Il est une dimension politique à laquelle il est difficile de se référer, mais qui était pourtant flagrante dans la composition des cercles d'influence autour du roi : Joseph entra en Espagne accompagné d'une suite de Français qui venaient de le servir à Naples. Comme il avait la volonté de ne pourvoir aux emplois que par des Espagnols, hormis une poignée d'entre eux naturalisés au cours du règne, ces hommes restèrent cantonnés dans la maison militaire et civile du roi, aussi ils n'ont guère laissé de traces de leur influence directe sur le cours des choses en Espagne. Néanmoins, force est de constater que, grâce à leurs fonctions de conseillers d'État, le comte de Melito, André-François Miot (1762-1841), et le comte de Saint-Anastase, Paul-Félix Ferri-Pisani (1770-1846), qui étaient les seuls civils français en contact officiel avec le ministère et le conseil d'État espagnols, passent pour avoir dirigé en Espagne. Cependant, un doute subsiste : si l'on peut supposer à Joseph une ténacité moindre que celle de son cadet aux affaires de gouvernement, pour autant, suivait-il aveuglément les indications de ses conseillers intimes ?
- 18 Né le 7 janvier 1768, Joseph était l'aîné de Napoléon né le 15 août 1769. Lauréat en jurisprudence à l'Université de Pise, en 1788, il devint avocat à Bastia. Durant les premières années de la Révolution, il montra un profil de « démocrate ». En 1793, fuyant Paoli et son alliance avec les Anglais, les Bonaparte quittèrent la Corse. Fin 1796, après la reconquête de la Corse, Joseph y était envoyé avec Miot pour réorganiser l'administration et le parti français. Nommé, le 15 mai 1797, ambassadeur à Rome, un grave incident diplomatique, le 28 décembre 1797, le ramena à Paris pour siéger au Conseil des Cinq-Cents où il resta discret. Après le coup d'État du 18 brumaire, Napoléon nomma Joseph au Corps législatif puis au conseil d'État. Entre 1800 et 1802, il négocia le traité d'amitié de

Mortefontaine avec les États-Unis, la paix de Lunéville avec l'Autriche, le concordat avec le Saint-Siège et, enfin, la paix d'Amiens avec l'Angleterre. Après l'instauration de l'empire (18 mai 1804), Joseph fut promu prince impérial, grand électeur de l'empire et lieutenant de l'armée ainsi que sénateur de droit et grand-officier de la légion d'honneur. En 1805, il refusa la couronne du nouveau royaume italien pour ne pas compromettre son propre droit de succession au trône impérial, ce qui provoqua une « légère brouille » avec l'empereur. À l'issue de la campagne de 1805, Napoléon le nomma lieutenant commandant en chef de l'armée de Naples. Le 24 février 1806, Joseph entra à Naples, troisième ville d'Europe, avec l'armée commandée en réalité par Masséna. Du 30 mars 1806 jusqu'au 7 juillet 1808, il fut à la tête du royaume de Naples où régnaient jusque-là des Bourbons espagnols réfugiés alors à Palerme.

- 19 La population le reçut assez mal malgré ses efforts de se rallier ses sujets, ce qui le mit en désaccord avec son frère exigeant de lui l'emploi de méthodes de gouvernement plus énergiques²⁶, mais Joseph lui opposa une « extraordinaire force d'inertie »²⁷. Avec l'aide de ministres français et napolitains, Joseph donna un commencement à des réformes comme l'abolition des vestiges de la féodalité, la remise en ordre des finances avec la liquidation de la dette publique, la restructuration du système judiciaire, la reconstruction de l'armée et de la marine, la réforme des ordres monastiques et la réorganisation du système éducatif qui furent accomplies par Murat. Joseph rendit également effectives la création d'un conseil d'État et d'une cour des comptes sur le modèle français, la publication d'une *Collezione delle Leggi*, la division des quatorze provinces préexistantes en districts et cantons formés d'un certain nombre de communes, l'instauration d'intendants à la tête de ces provinces, la séparation de l'ordre administratif de l'ordre judiciaire, la réorganisation de la justice sur le modèle napoléonien, la réduction des couvents, enfin, le redressement partiel des finances publiques. Son règne napolitain s'acheva par la promulgation, le 20 juin 1808, d'une constitution rédigée par Maret et Napoléon à Bayonne et qui aurait été celle qu'aurait reçue l'Espagne s'il n'y avait pas eu l'initiative de Murat de convoquer une junte espagnole.
- 20 Alors que l'on s'est toujours moqué ou indigné du séjour du roi Joseph à Madrid, il y eut sans conteste un travail législatif important sous son égide de 1808 à 1813, plus particulièrement entre janvier 1809 et juillet 1812. Nous avons recensé 369 décrets entre juillet 1808 et mars 1813 : 9 en 1808, 164 en 1809, 108 en 1810, 65 en 1811, 18 en 1812 et 5 en 1813²⁸. Environ la moitié de ces décrets avait pour origine le rapport d'un ministre et 65 avaient été pris le conseil d'État entendu : 32 en 1809, 12 en 1810, 16 en 1811 et 5 en 1812. C'est l'exécution des décrets qui constitua très vite une des grandes difficultés gouvernementales. L'absence d'emprise territoriale et de ressources financières, le conflit permanent d'autorité avec l'administration militaire impériale, l'impossibilité d'intégrer des gens de qualité, notamment après l'épuration des personnels des ministères, des anciens conseils monarchiques et de l'ancien *ayuntamiento* madrilène consécutive à la campagne de Talavera lors de l'été 1809²⁹, aboutirent à la compression des crédits et des personnels. Modifier les habitudes de travail dans les bureaux fut alors une gageure. Le ministère révéla aussi ses maillons faibles : l'amiral Mazarredo et son attachement aux formes traditionnelles d'organisation, le comte de Cabarrus et son portefeuille tout prêt de réformes financières inadaptées aux urgences du temps de guerre, le déclin physique de Manuel Romero qui, tout en conservant le ministère de la justice, dut laisser sa place à Almenara au ministère de l'intérieur. Surtout, le recrutement des conseillers d'État et des

hautes fonctions administratives se fit dans la clientèle des ministres, notamment celles du général O'Farrill et du comte de Cabarrus, de telle sorte que l'action de haute police du ministre de la police générale Arribas en fut entravée.

- 21 Laforest avait rapporté, le 27 février 1809, dans quelle position délicate se trouvait Arribas à devoir donner son opinion en conseil privé des ministres sur les individus dont les candidatures étaient présentées par ses collègues au roi. La suppression de son ministère fut envisagée en 1810, au retour de l'expédition d'Andalousie, pour avoir fait « ombrage aux autres ministres » ; voyant ses attributions partagées entre justice et intérieur, Arribas serait passé aux affaires ecclésiastiques³⁰. Mais Arribas fut chargé alors par le roi de découvrir quelles étaient les correspondances privées qui portaient à la connaissance de Napoléon les « anecdotes les plus secrètes du gouvernement ». Curieusement, la réponse à la question ne figure pas dans la correspondance de l'ambassadeur de France. Le 26 juillet 1811, au retour de son séjour en France, Joseph envoya Arribas à Ségovie et à Ávila. Il allait y demeurer six mois. À son retour, Laforest consigna sa conception de la police :

« Il est hors de doute, à mes yeux, que pendant très longtemps le Roi aura besoin de police générale sous une forme quelconque. J'entends parler de ce genre de police qui veille sans cesse sur les actions politiques et éclaire sur les liaisons, les opinions et l'influence de tous les personnages mis en évidence par leur rang, leurs richesses ou leurs lumières. »³¹

- 22 Le 27 février 1812, Romero mis à la retraite, Arribas reçut le portefeuille de la justice par intérim et présida à l'activité retrouvée de ce ministère. Quant à la nécessité d'avoir un ministre de la police générale, Joseph « retrouva » une certaine lucidité et estima ne pouvoir s'en passer lors du conseil des ministres tenu à Valence le 20 septembre 1812 :

« Il a déclaré qu'il ne voulait entendre que le ministre de la police sur les affaires de ce ministère et ne permettrait plus que les autres ministres continuassent à être les patrons officieux de tous les personnages notés pour leur conduite suspecte. »³²

- 23 Dans ce contexte, il était impossible qu'il y eût un favori. Laforest y veilla, mais ce furent surtout les ministres qui se surveillèrent entre eux. Certes, le comte de Cabarrus puis le général O'Farrill semblèrent avoir obtenu une priorité dans l'accès au roi, mais ce fut sans comparaison aucune avec l'instauration d'un favori ou même d'un principal ministre. Toutefois, la question ne porta pas tant sur la préférence entre les ministres ou l'introduction de leurs clientèles dans les différentes administrations, que sur la question de déterminer quel système de gouvernement devait être mis en pratique. Il était illusoire de la part des ministres josphins de croire que le nouveau roi et ses proches ne voulussent gouverner « à la française » comme l'annonçait la création du conseil d'État josphin dont la vie a été un rendez-vous manqué avec l'histoire³³.

- 24 Nés des conceptions qu'avait Napoléon des organes centraux d'administration et qui avaient été transposées dans la constitution de Bayonne, le ministère et le conseil d'État de Joseph Bonaparte différaient des secrétaires d'État aux dépêches et du conseil d'État des Bourbons espagnols. Les ministres josphins, Cabarrus le premier, ne manquèrent pas de s'opposer au prompt établissement du conseil d'État, mais en inaugurant, le 3 mai 1809, la première séance au milieu de ses 30 premiers conseillers - il en eut jusqu'à 43 - et de ses 8 ministres, le roi entendit jouer du rôle quasi-législatif des conseillers d'État pour contrebalancer la prépondérance de ministres qui devaient être avant tout les exécutants de sa politique. Cette modalité de la mise en œuvre du processus législatif avait démontré son efficacité tant en France³⁴ qu'au sein du conseil d'État que le frère aîné de Napoléon avait dirigé à Naples. Passés les moments initiaux de l'année 1809 où, dépassant

l'opposition des ministres, il associa les conseillers d'État à l'élaboration des réformes organiques et ne manqua pas de leur confier des commissions, ce schéma de gouvernement était affecté par les vicissitudes de la guerre de la péninsule comme par celles de la guerre en Europe. De plus, la pénurie financière était telle que le ministère n'eut guère de moyens à consacrer à l'exécution des mesures³⁵.

- 25 Surtout, le conseil d'État devint un lieu où les tensions éclatèrent souvent et où le roi ne souhaita plus paraître. En effet, ce que Joseph n'avait pas prévu, ce fut la lente transformation des assemblées plénières en espace de confrontation entre certains ministres - Cabarrus, Mazarredo, O'Farrill ou Azanza - et la première classe de l'opinion publique madrilène qu'incarnaient les conseillers d'État. Face à de telles conduites, imbriquées dans un conflit d'intérêt au sujet de la position à adopter vis-à-vis de la France, les assemblées plénières devinrent insupportables à un Joseph Bonaparte confronté aux difficultés d'exécution, voire à l'inexécution par les employés de bureaux ministériels, de tous les décrets rédigés par les conseillers d'État à la suite du renvoi d'un grand nombre de rapports ministériels. Après une phase de fonctionnement par intermittence, Joseph occupa ses conseillers par des attributions contentieuses qui ne nécessitaient pas d'aborder les affaires générales. Au temps fugace de la réflexion politique succéda celui de « la nullité de la pensée dirigeante » (Laforest), de sorte que, à la fin de l'année 1811, Joseph cessa de se réunir avec le conseil d'État. De toutes les manières, eu égard au territoire contrôlé par Joseph, le centre de l'Espagne, cette institution était devenue un instrument de gouvernement disproportionné pour pouvoir fonctionner en assemblée générale. C'est pour cela que la formule du conseil privé des ministres élargi à quelques conseillers d'État fut celle qui lui pesa le moins. Nonobstant, dans leurs travaux législatifs ou administratifs, les conseillers d'État ne semblaient pas avoir démerité et leur réflexion fit bien contrepoids aux réticences de certains à adopter et à adapter les institutions impériales³⁶.

NOTES

1. Miguel de Artola, *Historia política de los afrancesados (1808-1820)*, thèse Université Complutense de Madrid, 1948, remaniée sous le titre *Los afrancesados*, Madrid, 1953. Rééditions en 1976, 1988 et 1997. M. Artola rendit indépassable la classification des opinions politiques des *afrancesados* partisans d'une monarchie éclairée, des constituants *liberales* gaditans et des *serviles* partisans de la monarchie absolue. Pour la publication de *Los afrancesados* en 1953, il ajouta à sa thèse une nécessaire vision européenne aux événements en Espagne : l'introduction situait le surgissement d'un « parti » *afrancesado* en 1808 comme le retour à l'*Aufklärung* et au despotisme éclairé du dix-huitième siècle après la monarchie absolue incarnée par Charles IV (1788-1808) alors que, pendant les vingt années de Révolution française, le « parti » libéral était en gestation en Espagne, avant de culminer avec le processus constituant des cortès de Cadix et les idéaux des constituants gaditans : la liberté, la patrie et la souveraineté nationale.

2. Sur la réappropriation de la souveraineté par les peuples espagnols au nom de la conception pactiste qu'ils ont de la monarchie, voir R. Hocquellet, *Du soulèvement patriotique à la souveraineté nationale. La première phase de la révolution espagnole, 1808-1810*, thèse Université Paris I, 1999, 2 tomes.

3. X. Abeberry Magescas, *Le gouvernement central de l'Espagne sous Joseph Bonaparte (1808-1813). Effectivité des institutions monarchiques et de la justice royale*, thèse droit, Université Paris XII, 2001, 2 tomes (*Les institutions du gouvernement central de l'Espagne; La réformation de la justice en Espagne*).

4. Rapport de Cabarrus à Joseph, Madrid, 28 juillet 1808, publié par A. du Casse (1813-1893), *Correspondance de Joseph*, t. IV, pp. 456-465.

5. Rapport d'Urquijo, Azanza, Cabarrus, Campo Alange et Mazarredo à Joseph, Buitrago, 2 août 1808, *Correspondance de Joseph*, op. cit., t. IV, pp. 465-469.

6. Napoléon à Joseph, Saint-Cloud, 16 août 1808, *Correspondance de Joseph*, op. cit., t. IV, p. 424.

7. « Sire, nous eûmes l'honneur de parler hier à S.M.I. au sujet d'une lettre que nous écrivît le ministre des finances [Cabarrus]... S.M.I. nous écouta avec sa bonté accoutumée, et s'expliqua d'abord sur l'inutilité des négociations qu'on chercherait à entamer avec les insurgés, parmi lesquels on n'aperçoit aucun individu, aucun corps qui ait acquis un ascendant marqué sur les provinces, et dans lequel on distingue les qualités qui constituent un gouvernement », Azanza et Urquijo à Joseph, Paris, 11 septembre 1808, *Correspondance de Joseph*, op. cit., t. V, p. 73.

8. « Votre auguste frère vous a fait roi, Sire; qu'il permette que Votre Majesté le soit en effet, sans autre dépendance que celle des intérêts de l'Espagne. Or ces intérêts exigent impérieusement que, toujours bons voisins et amis sûrs de la France, nous ne soyons jamais ses alliés, jamais gouvernés par sa politique ni entraînés par ses querelles. Tous nos maux, tous nos malheurs, sous les Autrichiens comme sous les Bourbons, sont nés de ce que l'on a substitué des passions de famille à des calculs d'État. », rapport de Buitrago du 2 août 1808, *Correspondance de Joseph*, op. cit., t. IV, p. 467.

9. Almenara était en 1808 ministre plénipotentiaire en Turquie. Important banquier et négociant madrilène, il avait été administrateur de la banque de Saint-Charles (1789-1794) avant d'en être le représentant à Paris. Nommé à la direction d'une caisse d'amortissement établie par le gouvernement espagnol à Paris (6 décembre 1798), il obtint ensuite une place de conseiller des finances (1er novembre 1799).

10. Rapport à Joseph, s.a., s.l., s.d., *Correspondance de Joseph*, op. cit., t. IV, pp. 469-477. Du Casse a attribué ce rapport à O'Farrill puis à Urquijo parti à Paris, le 3 août, alors que le contenu du rapport évoque la levée du siège de Saragosse, le 13 août. Basées sur des événements ultérieurs, diverses déductions et éliminations nous conduisent à penser que l'auteur du rapport était en fait Arribas chargé à titre provisoire, en août, du ministère de la police générale puis, à titre définitif, le 5 septembre 1808.

11. À Champagny, Madrid, 19 juillet 1810, *Correspondance de La Forest*, t. IV, p. 35.

12. À Champagny, Madrid, 4 mars 1810, *Correspondance de La Forest*, op. cit., t. III, p. 260.

13. À Champagny, Vitoria, 29 août 1808, *Correspondance de La Forest*, op. cit., t. I, p. 252.

L'ambassadeur découvrit le 14 octobre que c'était le rapport de Cabarrus du 28 juillet qui avait été, depuis la fuite de Madrid, la « pierre fondamentale de la doctrine » *afrancesada* : « Je dois [...] au besoin de parler de ce qu'il se fait, la lecture que [Cabarrus] m'a donnée de son mémoire sur ce que les relations françaises ont coûté à l'Espagne. Cela m'a conduit à découvrir que les anciens cinq ministres en ont fait la pierre fondamentale de la doctrine que tout ministre et conseiller de Sa Majesté Catholique doit professer. Cette pièce a été

lue successivement au comte de Campo Alange, à M. d'Arribas, à M. de Romero, lorsqu'ils sont passés au ministère. Elle a été lue depuis aux Conseillers d'État Angulo, Llorente et à tous les réfugiés espagnols que le Roi paraît destiner à des fonctions publiques. Il est bien superflu de prendre tant de soins pour empêcher qu'il ne se forme un parti français. », à Champagny, Vitoria, 14 octobre 1808, *ibid.*, pp. 333-334.

14.« Leur système fixe est qu'il faut sauver leur patrie de la conquête et asseoir le Roi sur le trône par des négociations intérieures et extérieures, qui tendent particulièrement à placer l'Espagne hors du système fédératif de S.M. l'Empereur. Ils pensent, en conséquence, qu'il faut avant tout faciliter la formation d'une autorité nationale qui puisse négocier et faire obéir... », à Champagny, Vitoria, 29 août 1808, *ibid.*, pp. 251-252.

15.*Correspondance de Joseph, op. cit.*, t. IV, pp. 447-449.

16.« Quant aux ministres espagnols, aucun moyen de persuasion n'a pu les amener à une action uniforme dirigée vers le véritable système. Il a fallu les diviser. M. d'Urquijo s'est séparé de ses quatre premiers collègues et s'est réuni à MM. d'Arribas et le duc d'Alange; ce dernier a malheureusement plus d'intentions droites que de talent et d'activité. Ils balancent un peu les autres; mais Cabarrus a une audace et un langage d'entraînement qui, dans le conseil privé, et surtout quand il est seul avec le roi, lui donnent, sinon la réalité, au moins l'ostensibilité de l'influence. L'amiral Mazarredo tire un grand parti de son étalage patriotique, de ses jérémiades et de l'assurance des conseils qu'il ouvre. M. O'Farrill, beaucoup plus boutonné et plus insinuant qu'eux, les seconde à merveille, en paraissant louvoyer. Ce qui étonnera Votre Excellence peut-être, c'est que M. d'Azanza soit de ce bord; il est déconcerté que la confiance des premiers temps ne l'aie pas conduit au rôle principal. Il a fait l'aveu qu'il s'était montré trop impérial. Il parle au roi autrement qu'il ne faisait à l'Empereur. Ils sont tous les quatre plus enfoncés encore qu'à Buitrago dans les principes qu'ils ont développés. Ils voudraient que leurs compagnons se ralliasent autour du trône pourvu que le Roi se pénétrât lui-même de leur passion contre la France. », à Champagny, Madrid, 26 janvier 1809, *Correspondance de La Forest, op. cit.*, t. II, pp. 22-23.

17.Écrit à Eugène, le 23 août 1810 ; A. Pillepich, « Italie (royaume d') », dans *Dictionnaire Napoléon*, Paris, 1999, t. II, p. 60.

18.Azanza et Urquijo à Napoléon, Paris, 18 octobre 1808, *Correspondance de Joseph, op. cit.*, t. V, pp. 130-132.

19.Azanza et Urquijo à Joseph, Paris, 20 octobre 1808, *ibid.*, pp. 133-135.

20.Général Fleischmann (éd.), *Mémoires du comte Miot de Melito...*, vol. III, pp. 31-32.

21.À Champagny, Vitoria, 8 novembre 1808, *Correspondance de La Forest, op. cit.*, t. I, p. 365.

22.Voir N. Gotteri, « Le rendez-vous de Bayonne, 1808-1811. L'intervention personnelle de Napoléon en Espagne », *Revue Historique*, 289/2 (1993), pp. 453-482.

23.Les premières annonces d'annexion par Napoléon concernaient la Navarre et les Biscayes, Santander inclus : « Mon cousin, écrivez au général Caffarelli [...] Vous lui ferez connaître confidentiellement que mon intention est de réunir la Biscaye à la France; qu'il ne faut pas en parler, mais qu'il doit se conduire en conséquence. Faites la même confidence au général Reille sur la Navarre. », Napoléon à Berthier, Fontainebleau, 12 octobre 1810, *Correspondance de Joseph, op. cit.*, t. VII, pp. 352-353.

24.« Le mot d' "annexion" ne fut pourtant jamais prononcé. Les textes légaux ont été excellemment étudiés dans la thèse de M. Imbert sur l'organisation hospitalière du Grand Empire. », P. Vilar, « Quelques aspects de l'occupation et de la résistance en Espagne en 1794 et au temps de Napoléon », dans *Occupants-occupés 1792-1815*, Bruxelles, p. 239. En

effet, il manquait un sénatus-consulte pour ratifier l'annexion; cf. J. Imbert, *Le droit hospitalier de la Révolution et de l'Empire*, Paris, 1954, note 10, p. 411.

25. Note de C.-A. Geoffroy de Grandmaison (1858-1931) dans son édition de la correspondance de Laforest : « Sur la minute de la dépêche du 18 février [où Napoléon disait à Champagny d'écrire à Laforest ses intentions de réunir la rive gauche de l'Èbre à la France, peut-être même jusqu'au Duero], l'Empereur avait précisément biffé ces mots : "On me blesse en parlant tant qu'on le fait d'intégrité ; c'est me défier et me jeter le gant ; c'est maladroit." », *op. cit.*, t. III, p. 259.

26. *Correspondance de Joseph*, *op. cit.*, t. III, entre autres, pp. 181, 197 et 209.

27. J. Godechot, « Naples », dans *Dictionnaire Napoléon*, Paris, 1999, t. II, p. 376.

28. Les données postérieures à 1811 sont moins fiables faute de *Prontuario de las Leyes y Decretos del Rey, nuestro señor Don José Napoleón I desde el año 1808*, Madrid, 1808-1811, 3 volumes.

29. Il s'agissait de sanctionner les individus qui avaient marqué leur préférence pour l'insurrection quand la capitale manqua d'être reprise par les alliés, fin juillet 1809, et que l'exode de l'administration à Saint-Ildefonso avait vidé Madrid des partisans du roi entre le 4 et le 14 août. De surcroît, la mise en fonction du conseil d'État Joséphin et sa division en quatre sections rendirent tout à fait inutile l'existence des anciens conseils monarchiques dont Joseph décréta la suppression, le 18 août 1809, en conseil d'État : « Decreto por el que se suprimen los Consejos de Guerra é Indias, Ordenes, Hacienda y las Juntas de Comercio y Moneda, y la Suprema de Correos. », *Prontuario*, *op. cit.*, t. I, pp. 291-293.

30. À Champagny, 13 juin 1810, *Correspondance de La Forest*, *op. cit.*, t. III, p. 440.

31. À Maret, 22 janvier 1812, *id.*, t. VI, pp. 35-37.

32. À Maret, 20 septembre 1812, *id.*, t. VII, p. 36.

33. Point qui, en 1949, n'avait pas manqué de paraître clair à L. Jordana, le président du conseil d'État espagnol : « Bien qu'éphémère et répudié par la nation, le conseil d'État créé à Bayonne eut une certaine activité et donna même des preuves d'une relative indépendance de jugement » (« Le Conseil d'État espagnol et les influences françaises au cours de son évolution », dans *Le Conseil d'État. Livre jubilaire publié pour commémorer son cent cinquantième anniversaire 4 nivôse an VIII 24 décembre 1949*, Paris, 1951, p. 528).

34. Voir G. Thuillier, « Administration (modèle napoléonien) », dans *Dictionnaire Napoléon*, Paris, 1999, t. I, pp. 37-38.

35. Les ressources des pays étant consommées sur place par les militaires français selon le principe que « la guerre nourrit la guerre », le gouvernement central consacra l'essentiel de ses recettes, qui étaient tirées de l'unique ressort madrilène, à son propre effort de guerre. Les dépenses mensuelles s'élevaient de 9 à 12 millions de réaux par mois dont plus de 60 % allaient au ministère de la guerre, les recettes dépassant rarement le tiers des dépenses. Le 1er octobre 1810, le calcul des arriérés dus par les ministères depuis le 6 juillet 1808 s'éleva à 107 millions de réaux, environ 28,5 millions de francs. L'arriéré entre novembre 1810 et octobre 1811 s'éleva à près de 15 millions de francs. Sur ces points, voir la section *Un gouvernement sans royaume* consacrée dans notre thèse aux contraintes financières qui paralysèrent l'activité gouvernementale.

36. Sur l'installation et la vie du conseil d'État jusqu'en 1812, voir le chapitre *Le contrepoids de la réflexion : le conseil d'État Joséphin* de notre thèse.

RÉSUMÉS

Les ministres *afrancesados* encouragèrent Joseph Bonaparte à prendre au mot les proclamations de Napoléon sur la régénération, l'intégrité et l'indépendance de l'Espagne après la substitution dynastique. Mais, face à la résistance du camp patriotique, seule la « conquête » de l'Espagne par l'armée impériale permit à Joseph de rester sur le trône. Malgré les avis d'un parti français constitué avec le soutien de Laforest parmi les ministres et les conseillers d'État, il refusa de se plier aux exigences du système fédératif napoléonien et chercha en vain à constituer sa propre armée. S'il évita l'annexion d'une partie du pays, ce fut au prix de sa militarisation. Son expérience politique se traduisit par l'établissement d'un conseil d'État et une importante activité législative même si l'inexécution des décrets l'empêcha de conquérir ses sujets.

Joseph I and the Afrancesados

The *afrancesados* ministers encouraged Joseph Bonaparte to pay lip service to Napoleon's proclamations on the regeneration, integrity and independence of Spain after the change of dynasty. But in the face of resistance from the patriotic camp, it was the "conquest" of Spain by the imperial army that alone enabled Joseph to remain on the throne. Contrary to the advice of a French party assembled with the support of Laforest among ministers and counsellors of state, he refused to bow to the demands of the Napoleonic federative system and attempted in vain to raise his own army. He managed to avoid the annexation of part of the country, but at the cost of its militarisation. His political experience prompted him to appoint a Council of state and table a great deal of legislative activity, though the non-implementation of the decrees prevented him from winning the hearts of his subjects.

INDEX

Mots-clés : Espagne, Napoléon Bonaparte, Joseph Bonaparte, Laforest, ministres afrancesados, conseil d'État josphin, parti français, système fédératif napoléonien, gouvernements militaires

AUTEUR

XAVIER ABEBERRY MAGESCAS

Université de Cergy-Pontoise